

« Michel est plus proche de Di Rupo que de Verhofstadt »

RDV CEO L'économiste Etienne de Callatay plaide pour un recul des cotisations sociales

► L'ex-économiste en chef de la banque Degroof - maintenant chez Orcadia - passe en revue les dernières réformes gouvernementales...
► Sans concessions...

ENTRETIEN

Il ne se départit jamais de son sourire, Etienne de Callatay. Mais, à l'aube de sa troisième vie à la tête d'une nouvelle société de gestion (Orcadia), le sourire se fait plus large. Et le discours, plus tranché encore que dans ses deux vies précédentes...

Le gouvernement Michel a commencé à prendre des mesures touchant notre système fiscal, mais globalement, comment le percevez-vous ? On le dit assez inefficace, notre système. Vous partagez ?

Mon analyse part de critères extrêmement simples. Le premier est que l'on doit se comparer à des pays comparables. Et le constat est là : nous dépensons plus qu'ailleurs, sans que nos performances sociales apparaissent particulièrement bonnes en matière de justice, d'éducation, de voiries, et même de santé. Ce qui pose évidemment la question de l'efficacité des dépenses publiques. Selon moi, il y a un problème d'organisation de la dépense publique. Les réformes constitutionnelles successives jouent un rôle marginal à cet égard. C'est surtout un problème de mentalité. L'État reste le plus souvent dans l'incapacité d'être sélectif. La Belgique paie aujourd'hui un prix élevé pour toutes les procédures complexes qui ont été mises en place ou des mécanismes d'exception, le plus souvent des héritages du passé. Mais le problème fondamental reste la résistance au changement. Tout le monde est pour la simplification des règles mais dès que l'on touche à son domaine d'activité, rien ne peut jamais être simple. Chacun vient avec son usine à gaz...

Comment on y arrive, alors ?

Une plus grande résistance des pouvoirs publics aux groupements d'intérêt, notamment. Il faut pouvoir leur dire non plus facilement. Je vais être mon propre contradictoire. Je suis partisan d'une baisse des cotisations sociales de 33 à 25 %. Mais je le suis uniquement si on adopte un régime différencié. Je trouverais normal qu'il y ait une tranche exonérée de cotisations sociales comme il en existe un en matière d'impôt des personnes physiques. Je prévois ensuite un mécanisme progressif relatif à ces cotisations sociales : plus les revenus seraient élevés, plus les cotisations seraient importantes.

Est-ce que comme nombre d'experts et d'économistes, vous estimez qu'il faut une réforme fiscale, et notamment des sociétés ?

Non. Pour moi, une réforme de l'impôt des sociétés n'est pas une priorité. Je préférerais vraiment que la priorité budgétaire aille à l'abaissement des cotisations sociales. Pourquoi ? Simplement parce que le lien avec l'emploi est beaucoup plus fort et direct qu'une baisse de l'impôt des sociétés, qui va sans doute davantage résulter en une hausse des salaires qu'en une hausse des emplois créés. Je peux me tromper mais je pense que l'impact d'une baisse de l'impôt des sociétés serait limité.

On vous rétorquera que budgétairement, il va falloir aller trouver l'argent quelque part...

Oui... Il faut augmenter les financements alternatifs. Il y a sans doute des économies à aller chercher dans la consommation, notamment polluante. Mais, soyons clairs, il y a des aberrations qu'il est parfois difficile d'expliquer. Allez comprendre pourquoi un

tee-shirt de Zeeman est taxé à 21 % alors que la nourriture de Rob est taxée à 6 %. C'est injustifiable. Il vaut mieux taxer l'alimentation globalement à 21 % et augmenter les allocations familiales et sociales pour que les personnes ayant des revenus plus modestes puissent se nourrir correctement. De manière globale, je pense que je relèverais la taxe sur la valeur ajoutée...

Et sur le patrimoine ?

Surtout sur l'immobilier. La fiscalité immobilière est antédiluvienne. Elle taxe beaucoup trop les transactions. Selon moi, il faut taxer les loyers réels perçus, déduction faite des frais occasionnés. Je préfère en tout cas nettement un système de taxation qui se base sur les prix du marché plutôt que sur des prix fictifs... Cela dit, je pense que la taxation doit être plus modérée pour le propriétaire occupant que les détenteurs de résidences secondaires.

Vous compliquez...

Là où je simplifierais c'est au niveau de la fiscalité de l'épargne. Il faut supprimer ce système d'exonération du précompte mobilier mis en place pour les comptes d'épargne. Ce système est dénoncé par la Banque nationale de Belgique (BNB). Même certaines grandes institutions financières sont accros à l'exemption...

On en revient toujours au point de départ : le manque de responsabilité politique...

Non. Il est faux de dire que ce gouvernement n'a rien fait. Il œuvre même

plutôt dans la bonne direction. Mais il n'est certainement pas en rupture avec ce que le gouvernement Di Rupo a réalisé. J'oserais même dire que le gouvernement Michel est plus proche de Di Rupo que de Verhofstadt. Il y a eu au Nord du pays une focalisation sur la présence du PS au pouvoir qui était selon moi déraisonnable. Aujourd'hui, le fait d'avoir présenté le PS comme l'obstacle absolu à des réformes place ce gouvernement devant ses responsabilités, et au-devant de quelques problèmes. Il nous avait dit « qu'on allait voir ce qu'on allait voir » mais ce qu'on voit, c'est que ce n'est absolument pas la révolution. Il n'y a pas de changement spectaculaire. Ce qui m'effraie le plus, c'est que la N-VA va devoir rapidement quitter ce champ socio-économique, qui est le credo de ce gouvernement, en arpentant des voies beaucoup moins sympathiques : le sécuritaire et le communautaire. Il ne faut pas se leurrer, d'ici à 2019, le socio-économique n'ira pas beaucoup mieux, en Europe comme en Belgique. Je pense que c'était une erreur stratégique du gouvernement Michel d'axer son discours sur le conservatisme du PS, d'autant que de vraies réformes socio-économiques ne portent leurs fruits sur le long terme.

Un mot sur la réforme du travail qui a été initiée par le gouvernement lors du dernier ajustement budgétaire ?

La réflexion des économistes sur la flexibilité du marché du travail a évolué ces dernières années. Durant les années 1990-2000, nous étions d'accord pour dire qu'il fallait flexibiliser le marché du travail. On en est un peu revenu... Dernier exemple en date : le virage pris par le FMI tout récemment. Dans une étude, le Fonds Monétaire International a expliqué qu'il était important d'avoir des syndicats puissants pour enrayer le creusement des inégalités de revenus, nocives pour la croissance économique. Vous avouerez que ce n'est pas banal... Ce qui est à éviter, c'est l'insécurisation du marché du travail. Je ne crois pas que l'on aille dans le mauvais sens en permettant aux travailleurs d'être actif 25 heures certaines semaines et 50 heures d'autres semaines. Ce n'est certainement pas ce que Di Rupo a qualifié de « régression d'un siècle ». Lorsque vous êtes divorcés, la garde alternée peut donner lieu à la rencontre des attentes de flexibilité des travailleurs et celles du patron. Il y a d'autres exemples. Et cela ne nuit pas au salaire. Par contre, autoriser et même subsidier le travail de nuit, soi-disant pour relever notre compétitivité, alors qu'il est nocif pour santé, je ne comprends pas... De même, les emplois « 0 heures », c'est perturbant. Ce sont en

réalité des « tiers-temps » qui ne permettent pas d'avoir des revenus suffisants. C'est que j'appelle l'insécurité du travail... Elle est à bannir. ■

Propos recueillis par
F.M.

gestion L'approche responsable d'Orcadia

Vous lancez une société de private banking - Orcadia - avec trois de vos anciens collègues. Quel sera votre créneau pour vous démarquer dans un secteur pour le moins concurrentiel ?

Nous proposerons à la clientèle privée et à des institutions - comme des ASBL, des fondations, des congrégations religieuses - des services de gestion de patrimoine basés sur une approche responsable, durable.

D'ailleurs, le nom d'Orcadia réfère aux îles Orcades qui se situent dans le nord de l'Ecosse, qui sont des îles qui produisent plus d'énergie renouvelable qu'elles ne consomment d'énergie. Plus globalement, on ne veut être ni « bobo » ni « marketing facile » mais nous avons des convictions, une approche sociétale de l'investissement.

C'est-à-dire ?

Notre fournisseur principal sera le leader mondial MSCI, mais au-delà de la sélection d'actifs sur la base de critères financiers, nous examinerons aussi les critères environnementaux, sociétaux, de gouvernance. Ce ne sera naturellement pas parfait mais nous n'encouragerons pas, par exemple, la spéculation financière en prêtant des titres à ceux qui veulent spéculer - ce qu'on appelle dans le jargon le short. Nous

voulons également une transparence totale sur ce que les gens paient. Les transactions se feront à prix coûtant, quel que soit le nombre d'arbitrages. Enfin, nous avons au sein de notre société une approche partagée de la culture d'entreprise, plus partenariale. C'est d'ailleurs ce qui m'a amené à partir de la Banque dans laquelle je me suis épanoui une bonne part de ma carrière. Je leur souhaite bon vent mais la nouvelle culture managériale, moins dans l'implication et plus du tout dans le partenariat, ne me convenait pas. Je suis certain qu'on peut être un acteur de petite taille, logé dans des bureaux « modestes » et passifs, et assurer notre développement en respectant ces valeurs sociétales, tout en étant 0,1 ou 0,2 % moins cher que les acteurs auxquels on penserait nous comparer...

Pourquoi avoir choisi le Luxembourg ?

Parce que le Luxembourg est un centre d'expertise et de savoir-faire très riche. Il n'y a plus aucun intérêt pour un Belge à y venir pour des raisons fiscales, et le fait que la place luxembourgeoise offre un tel panel de sous-traitants (dans les domaines juridique, informatique, etc.) la rend techniquement et financièrement plus intéressante pour nous. Bruxelles est devenu un nain de la gestion.

Vous ferez des offshore... ?

Certainement pas. Nous ne ferons pas de planification patrimoniale. Si l'un de nos clients a besoin de conseils, nous le renverrons vers des avocats de confiance... ■

Propos recueillis par
F.M.

Etienne de Callatay

Marié, père de trois enfants, Etienne de Callatay a réalisé la majeure partie de sa carrière à la Banque Degroof, après avoir été économiste à la Banque nationale de Belgique (BNB) et au Fonds monétaire international (FMI). En désaccord avec la future culture managériale, l'homme tente une nouvelle aventure : celle d'Orcadia, une société de gestion basée au Luxembourg, où il sera président du conseil d'administration. Etienne de Callatay continuera également à exercer sa charge de professeur à l'Université de Namur.